

**REFERES**

**ORDONNANCE N°**

**DOSSIER N° : N° RG 21/01742 - N° Portalis DBYH-W-B7F-KJPM**

**AFFAIRE : S.A. AVIVA ASSUR SA ASSURANCES C/ S.A.R.L. BVB TRAVAUX PUBLICS, S.A.S. RCE, Compagnie d'assurance MMA IARD ASSURANCE MUTUELLE, MARTONARA, S.A.R.L. METAL OUVRAGE, S.A.R.L. MARSAP, MOUSSESSIE, S.A.R.L. ALKA, S.A.R.L. MSC PLOMBERIE, S.A. MAAF ASSURANCE, Société KAMETANCHE, Société ACASTA EUROPEN INSURANCE, S.A.R.L. ISOLER CLOISONNER & AMENAGER, Compagnie d'assurance L'AUXILIAIRE, Société OZ, Compagnie d'assurance GROUPAMA RHONE ALPE AUVERGNE**

**TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

**ORDONNANCE DE REFERE RENDUE LE 23 DÉCEMBRE 2021**

Par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président du Tribunal judiciaire de GRENOBLE, assisté de Elodie FRANZIN, Adjointe Administrative faisant fonction de Greffier ;

**Le : 23 Décembre 2021**

**Copie exécutoire  
et copie à :**

la SELARL CABINET  
LAURENT FAVET  
la SCP CHAPUIS  
CHANTELOVE  
GUILLET-LHOMAT  
la SCP  
CONSOM'ACTES  
la SCP  
DUNNER-CARRET-D  
UCHATEL-ESCALLIE  
R  
la SCP GUIDETTI  
BOZZARELLI LE  
MAT  
la SELARL LEXWAY  
AVOCATS  
la SELARL  
ROBICHON &  
ASSOCIES  
la SCP SELORON  
HUTT GRELET

**Copie à :**

Monsieur Eric  
MARTONARA

Monsieur Marcel  
MOUSSESSIE

Société  
KAMETANCHE

Société ACASTA  
EUROPEN  
INSURANCE

Société OZ

**ENTRE :**

**DEMANDERESSE**

**S.A. AVIVA ASSUR SA ASSURANCES**, dont le siège social est sis 13 rue du Moulin  
Bailly - 92270 BOIS COLOMBES

représentée par Maître Gaëlle LE MAT de la SCP GUIDETTI BOZZARELLI LE MAT,  
avocats au barreau de GRENOBLE

**D'UNE PART**

**ET :**

**DEFENDEURS**

**S.A.R.L. BVB TRAVAUX PUBLICS**, dont le siège social est sis 160 Promenade de la  
Lavée - Les Peilleys - 38410 VAULNAVEYS LE BAS

représentée par Maître Céline GRELET-GRANGEON de la SCP SELORON HUTT  
GRELET, avocats au barreau de GRENOBLE

**S.A.S. RCE**, dont le siège social est sis 247, Chemin des Guichards - 38410  
VAULNAVEYS-LE-HAUT

représentée par Maître Philippe LAURENT de la SELARL LEXWAY AVOCATS, avocats  
au barreau de GRENOBLE

**Compagnie d'assurance MMA IARD ASSURANCE MUTUELLE**, dont le siège social est sis 14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 LE MANS CEDEX 9

représentée par Maître Laurent FAVET de la SELARL CABINET LAURENT FAVET, avocats au barreau de GRENOBLE

**Monsieur Eric MARTONARA, Entrepreneur individuel**, demeurant 4 Lot Le Bas du Pavé - 38140 LA MURETTE

comparant

**S.A.R.L. METAL OUVRAGE**, dont le siège social est sis 88 RUE DES TAILLEES - 38400 SAINT MARTIN D'HERES

représentée par Maître Isabelle CARRET de la SCP DUNNER-CARRET-DUCHATEL-ESCALLIER, avocats au barreau de GRENOBLE

**S.A.R.L. MARSAP**, dont le siège social est sis 252 Chemin de la Rochette - 38220 VIZILLE

**S.A.R.L. ALKA**, dont le siège social est sis 544 rue de la Béalière - Actipole - 38113 VEUREY VOROIZE

**S.A.R.L. MSC PLOMBERIE**, dont le siège social est sis 416 Chemin du Petit Lumbin - 38660 LUMBIN

**S.A. MAAF ASSURANCE**, dont le siège social est sis Chaban - 79180 CHAURAY

Tous représentés par Maître Jean ROBICHON de la SELARL ROBICHON & ASSOCIES, avocats au barreau de GRENOBLE

**Monsieur Marcel MOUSSIESSIE (2MRIE), Entrepreneur individuel**  
né le 04 Mars 1960 à TSIANKI (CONGO), demeurant 10 Rue des Colibris - 38100 GRENOBLE

non comparant

**Société KAMETANCHE**, dont le siège social est sis 46 Avenue du Bataillon Carmagnole - 38400 SAINT-MARTIN D'HERES

non comparante

**Société ACASTA EUROPEAN INSURANCE** représentée par son mandataire la société AXRE INSURANCE, dont le siège social est sis Rd 191 - Zone des Beurrons - 78680 EPONE

non comparante

**S.A.R.L. ISOLER CLOISONNER & AMENAGER**, dont le siège social est sis 379 Rue du Lac - 38300 NIVOLAS VERMELLE

**Compagnie d'assurance L'AUXILIAIRE**, dont le siège social est sis 50 COURS FRANKLIN ROOSEVELT - 69006 LYON

Toutes représentées par Maître Roselyne CHANTELOVE de la SCP CHAPUIS CHANTELOVE GUILLET-LHOMAT, avocats au barreau de GRENOBLE

**Société OZ**, dont le siège social est sis 44 rue Sadi Carnot - 38140 RIVES S/FURE

non comparante

**Compagnie d'assurance GROUPAMA RHONE ALPE AUVERGNE**, dont le siège social est sis 50 Rue de Saint-Cyr - 69006 LYON

représentée par Maître Yamina M'BAREK de la SCP CONSOM'ACTES, avocats au barreau de GRENOBLE

#### D'AUTRE PART

Vu l'assignation en date du 10 Septembre 2021 pour l'audience des référés du 13 Octobre 2021 ; Vu le renvoi au 17.11.2021;

A l'audience publique du 17 Novembre 2021 tenue par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président assisté de Florine PERRIN, Greffier après avoir entendu les avocats en leurs plaidoiries, l'affaire a été mise en délibéré et le prononcé de la décision renvoyé au 23 Décembre 2021, date à laquelle Nous, Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président, avons rendu par mise à disposition au Greffe l'ordonnance dont la teneur suit :

#### FAITS - PROCÉDURE ET PRÉTENTIONS DES PARTIES

Par contrat du 1<sup>er</sup> mars 2017, Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI ont confié la rénovation de leur maison d'habitation, sise 162 Chemin des Clochettes à VENON (38), à la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE en qualité d'entreprise générale.

Un procès-verbal de réception est intervenu le 05 septembre 2018 dans lequel de nombreuses réserves portant sur presque tous les lots ont été notées. Celles-ci devaient être levées avant le 28 septembre 2018, mais ne l'ont pas été malgré de multiples demandes et mise en demeure.

Par ordonnance du 22 mai 2019 (n° RG 19/284) à laquelle il convient de se reporter pour plus d'éléments sur les faits et la procédure, le Juge des référés du Tribunal judiciaire de Grenoble a ordonné une mesure d'expertise judiciaire, confiée à Monsieur Jean-François BENOIT, au contradictoire de Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI, de la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE et de la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES. Par la suite, la mission d'expertise a été étendue à la compagnie AVIVA ASSURANCES, également assureur de la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE, par ordonnance du 11 septembre 2019.

Par exploits d'huissier délivrés les 10, 14, 16, 17, 21, et 22 septembre 2021, la SA AVIVA ASSURANCES a fait assigner les entreprises intervenues sur le chantier litigieux, en l'occurrence, la SARL BVB - TRAVAUX PUBLICS, la SAS RCE et leur assureur, la société d'assurances mutuelles MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, Monsieur Eric MARTONARA, entrepreneur individuel, la SARL METAL OUVRAGE, la SARL MARSAP, Monsieur Marcel MOUSSESSIE (2MRIE), la SARL ALKA, la SARL MSC PLOMBERIE et leur assureur, la SA MAAF ASSURANCES, la société KAMETANCHE et son assureur la société ACASTA EUROPEAN INSURANCE, représentée par son mandataire la société AXRE INSURANCE, également assureur de la société A RENOV (société liquidée), la SARL ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (ICA) et son assureur, la SA L'AUXILIAIRE, la société OZ et son assureur la compagnie GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE, devant le Juge des référés du Tribunal judiciaire de Grenoble afin que les opérations d'expertises ordonnées par la décision du 22 mai 2019 soient étendues à leur contradictoire.

Par conclusions en réponse, la compagnie d'assurance GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE a sollicité le rejet de sa mise en cause ainsi que de celle de la société OZ qui ne serait pas intervenue au chantier. Elle a par ailleurs demandé la condamnation de la requérante à la somme de 800 € au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux dépens.

En réponse, la société AVIVA s'est désistée à l'encontre de la société OZ et de son assureur, la compagnie GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE, qui a cependant maintenu ses prétentions financières.

Les sociétés BVB TRAVAUX-PUBLICS, RCE, METAL OUVRAGE, MARSAP, ALKA, MSC PLOMBERIE, ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER ainsi que les compagnies d'assurances MMA IARD ASSURANCE MUTELLE, MAAF ASSURANCE et L'AUXILIAIRE ont formulé protestations et réserves.

Enfin, Monsieur Marcel MOUSSESSIE, Monsieur Eric MARTONARA et les sociétés KAMETANCHE, ACASTA EUROPEAN INSURANCE et OZ n'ont pas comparu. La cause étant susceptible d'appel, il sera statué par décision réputée contradictoire, en application des dispositions de l'article 474 du code de procédure civile.

## **SUR QUOI**

### **1) Sur le désistement**

La société AVIVA ASSURANCES entend se désister à l'encontre la société OZ et de son assureur, la compagnie GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE. La société OZ, qui n'a pas comparu, n'a présenté ni défense au fond ni fin de non-recevoir. Le désistement sera donc déclaré parfait à son égard, contrairement à la compagnie GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE qui a maintenu sa demande de condamnation financière. La société AVIVA sera condamnée, en équité, à lui verser la somme de 800 € au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

### **2) Sur l'extension de la mesure d'expertise**

En application des dispositions de l'article 145 du code de procédure civile, s'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé. Justifie d'un motif légitime au sens de ce texte la partie qui démontre la probabilité de faits susceptibles d'être invoqués dans un litige éventuel.

En l'espèce, dans son pré-rapport, l'expert a conclu à la présence de nombreux désordres portant sur les lots:

- menuiseries extérieures
- terrassement VRD
- carrelage faïences
- menuiseries extérieures, serrurerie
- étanchéité
- maçonnerie gros-oeuvre reprise en sous-oeuvre
- plâtrerie cloisons isolations
- peintures intérieures
- électricité
- mezzanine escalier intérieur et menuiseries intérieures
- revêtement façades
- charpente couverture zinguerie
- plomberie chauffage sanitaire.

Il ressort des pièces fournies aux débats et non contestées que sont intervenus sur ces lots: la société BVB - TRAVAUX PUBLICS, Monsieur Eric MARTONARA, la société ICA ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER, la société 2MRI - MOUSSESSIE, la société

KAMETANCHE, les sociétés METAL OUVRAGE, MARSAP, ALKA, RCE, MSC PLOMBERIE.

La compagnie AVIVA ASSURANCES justifie ainsi d'un motif légitime à voir étendre les opérations d'expertise judiciaires ordonnées par la décision du 22 mai 2019 à la SARL BVB TRAVAUX PUBLICS, la SAS RCE et leur assureur la société d'assurances mutuelles MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, Monsieur Eric MARTONARA, entrepreneur individuel, la SARL METAL OUVRAGE, la SARL MARSAP, Monsieur Marcel MOUSSESSIE (2MRIE), entrepreneur individuel, la SARL ALKA, la SARL MSC PLOMBERIE et leur assureur, la SA MAAF ASSURANCES, la société KAMETANCHE et son assureur, la société ACASTA EUROPEAN INSURANCE, représentée par son mandataire, la société AXRE INSURANCE, également assureur de la société A RENOV (société liquidée), la SARL ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (ICA) et son assureur, la SA L'AUXILIAIRE.

La SAAVIVA ASSURANCES procèdera à une consignation complémentaire à valoir sur le travail de l'expert judiciaire.

### **PAR CES MOTIFS**

Nous Juge des référés,

Statuant publiquement par mise à disposition au greffe en application des articles 450 à 453 du code de procédure civile, les parties préalablement avisées, par ordonnance réputée contradictoire et en premier ressort,

**Constatons** le désistement de la SA AVIVA ASSURANCES à l'égard de la société OZ et de la société d'assurance mutuelle GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE et le **déclarons** parfait à l'égard de la société OZ ;

**Étendons** les opérations d'expertise judiciaire confiées à Monsieur Jean-François BENOIT par ordonnance du 22 mai 2019 dans la procédure opposant initialement Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI à la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE et son assureur, la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES à la SARL BVB TRAVAUX PUBLICS, la SAS RCE et leur assureur la société d'assurances mutuelles MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, Monsieur Eric MARTONARA, entrepreneur individuel, la SARL METAL OUVRAGE, la SARL MARSAP, Monsieur Marcel MOUSSESSIE (2MRIE), entrepreneur individuel, la SARL ALKA, la SARL MSC PLOMBERIE et leur assureur, la SA MAAF ASSURANCES, la société KAMETANCHE et son assureur, la société ACASTA EUROPEAN INSURANCE, représentée par son mandataire, la société AXRE INSURANCE, également assureur de la société A RENOV (société liquidée), la SARL ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (ICA) et son assureur, la SA L'AUXILIAIRE ;

**Disons** qu'il appartiendra à l'Expert de rendre ses précédentes opérations contradictoires à l'égard de la SARL BVB TRAVAUX PUBLICS, la SAS RCE et leur assureur la société d'assurances mutuelles MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, Monsieur Eric MARTONARA, entrepreneur individuel, la SARL METAL OUVRAGE, la SARL MARSAP, Monsieur Marcel MOUSSESSIE (2MRIE), entrepreneur individuel, la SARL ALKA, la SARL MSC PLOMBERIE et leur assureur, la SA MAAF ASSURANCES, la société KAMETANCHE et son assureur, la société ACASTA EUROPEAN INSURANCE, représentée par son mandataire, la société AXRE INSURANCE, également assureur de la société A RENOV (société liquidée), la SARL ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (ICA) et son assureur, la SA L'AUXILIAIRE, en leur communiquant ses premiers accédits ;

**Fixons à QUATRE MILLE EUROS (4.000,00 €),** le montant de la somme à consigner complémentirement par la SA AVIVA ASSURANCES **avant le 31 janvier 2022** à la régie d'avances et de recettes du Tribunal judiciaire de Grenoble (38) et dit qu'à

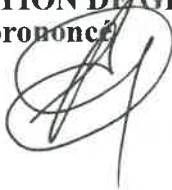
défaut de consignation dans le délai et selon les modalités ci-dessus mentionnées, et sauf prorogation de délai sollicitée en temps utile, l'extension de la mesure sera caduque ;

**Condamnons** la SA AVIVA ASSURANCES à verser la somme de 800 € à la société d'assurance mutuelle GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

**Laissons** les dépens à la charge de la SA AVIVA ASSURANCES.

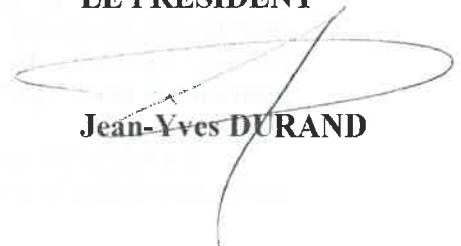
**L'ADJOINT ADMINISTRATIF  
FAISANT FONCTION DE GREFFIER  
présente lors du prononcé**

**Elodie FRANZIN**



**LE PRÉSIDENT**

**Jean-Yves DURAND**



En conséquence, LA REPUBLIQUE FRANÇAISE mande et ordonne  
à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent à exécution,  
aux procureurs généraux et aux Procureur de la République  
d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique  
de prêter main-forte lorsqu'ils seront légalement requis.  
Pour copie exécutoire certifiée conforme en 6 pages.  
Délivré par le directeur des services de greffe judiciaires du Tribunal  
judiciaire de Grenoble le 23/11/21  
Le Directeur des services de greffe judiciaires

